



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 35 – 10 novembre 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le besoin de financement en infrastructures du R-U est de 615 Md£ à horizon 2030, selon les assureurs britanniques

Climat & Energie

- Le Premier ministre souhaite une loi pour annualiser les appels d'offres pour l'octroi des permis d'exploitation d'hydrocarbures
- La loi relative à l'énergie (Energy Act) a obtenu l'assentiment royal
- Le Roi Charles III se rendra à la COP 28

Environnement

- Le Royaume-Uni annonce un moratoire sur l'exploitation des fonds marins
- L'extension de la zone à très faible émission de Londres fait baisser le nombre de véhicules polluants en circulation

Industrie

- British Steel se dotera de hauts-fourneaux électriques d'ici fin 2025
- L'entreprise américaine Vishay Intertechnology acquiert le principal producteur britannique de semi-conducteurs pour 177 M\$

Transports

- La *Civil Aviation Authority* annonce une augmentation de la redevance de contrôle aérien
- La *Civil Aviation Authority* autorise Virgin Atlantic à opérer un vol transatlantique avec 100 % de carburant d'aviation durable
- Le Roi annonce un avant-projet de loi sur la création d'une autorité organisatrice des transports ferroviaires

Fait marquant

Le besoin de financement en infrastructures du R-U est de 615 Md£ à horizon 2030, selon les assureurs britanniques

Une [étude](#) commandée par l'Investment Delivery Forum - un groupe de travail sur les investissements verts créé par l'Association des assureurs britanniques (ABI) - met en lumière un besoin de financement de 615 Md£ (75 Md£/an) d'ici à 2030 pour répondre aux besoins d'infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports et du logement. La majeure partie de ce besoin de financement - environ 350 Md£, soit 40 Md£/an - devrait être comblée par le secteur privé.

Seule la moitié des 1300 Md£ d'investissements en infrastructures nécessaires à l'atteinte des objectifs que s'est fixé le R-U à l'horizon 2030 a été engagée à ce jour et, au rythme actuel des investissements, le besoin de financement devrait se creuser à horizon 2050 pour passer à 1500 Md£.

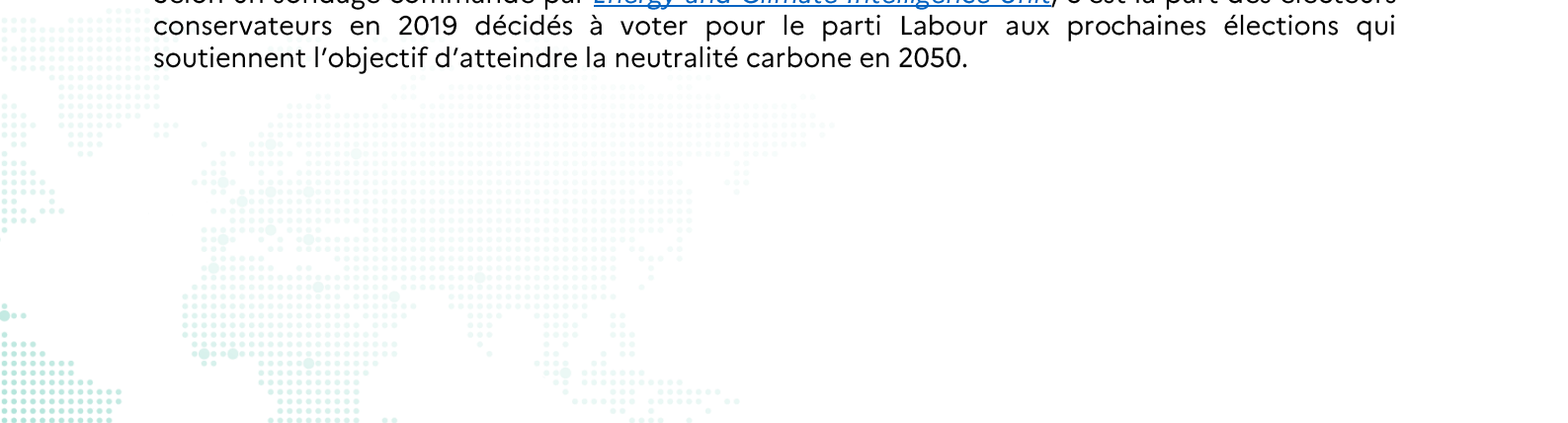
L'ABI exhorte le gouvernement à faire adopter des réformes qui permettraient au secteur de l'assurance de stimuler l'investissement dans les infrastructures bas-carbone et dans les transports. Pour rappel, le gouvernement, les régulateurs et l'Association des assureurs britanniques travaillent à la mise en œuvre du paquet de réformes Solvability UK, qui devrait permettre aux assureurs d'investir dans une plus large gamme d'actifs, dont environ 100 Md£ dans des projets d'infrastructures vertes.

Les réformes proposées comprennent la rationalisation des exigences en matière de *reporting* afin de réduire les charges administratives pesant sur les assureurs, l'adoption d'une approche davantage fondée sur des principes pour évaluer les modèles internes des entreprises, réduisant ainsi le nombre d'exigences détaillées auxquelles les entreprises doivent satisfaire, et l'introduction d'un régime de "mobilisation" permettant aux assureurs nouvellement agréés de disposer d'une plus grande souplesse quant aux domaines dans lesquels ils investissent.

Le chiffre de la semaine

71 %

Selon un sondage commandé par [Energy and Climate Intelligence Unit](#), c'est la part des électeurs conservateurs en 2019 décidés à voter pour le parti Labour aux prochaines élections qui soutiennent l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050.





Le graphique de la semaine

Chart 2: Future Public funding profile (£billions, 2023 prices)

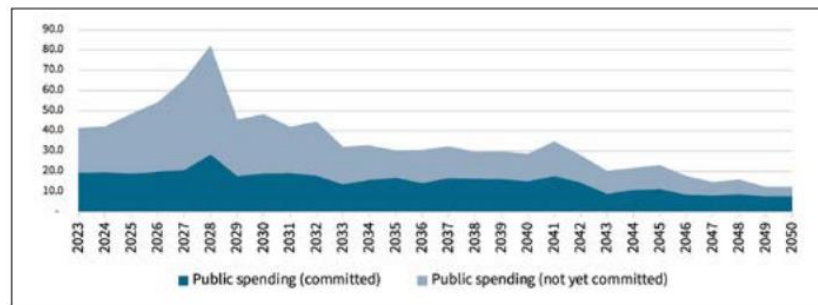
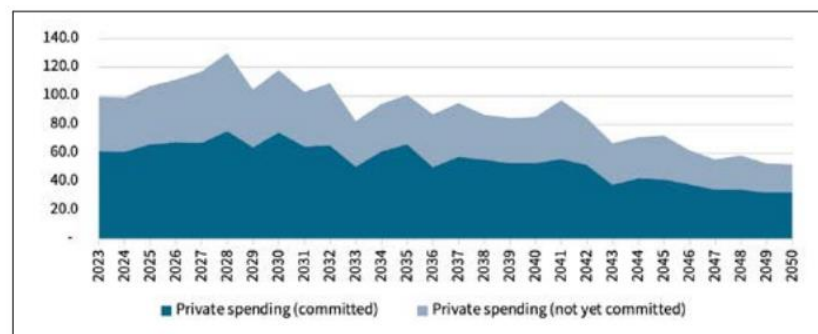


Chart 3: Future Private sector funding profile (£billions, 2023 prices)



Issus de l'étude de l'Investment Delivery Forum, ces deux graphiques présentent, pour chaque année jusqu'en 2050, le besoin de financement (« *not yet committed* ») pour la réalisation d'infrastructures énergétiques, de transport et de logement à horizon 2030. Les graphiques mettent en évidence une nette accentuation du besoin de financement à l'approche de l'échéance de 2030.

Climat & Energie

Flash – Selon un [rapport de la Commission des comptes publics](#) (*Public Accounts Committee*) du Parlement, la mise sous tutelle administrative du fournisseur d'énergie Bulb en novembre 2021 aurait coûté 3 Md£ au contribuable britannique, dont 246 M £ pourraient ne pas être récupérés *in fine* auprès du repreneur Octopus Energy.

Flash – Andrew Bowie, le ministre britannique délégué chargé du nucléaire et des réseaux, et David Turk, le sous-secrétaire d'Etat américain adjoint à l'énergie, ont signé le 8 novembre un partenariat pour accélérer le développement de la fusion nucléaire. Cet accord prévoit la liberté d'accès aux installations respectives des deux pays, le rapprochement des équipes de recherche et le développement d'une chaîne de valeur résiliente.

Flash – Dans le cadre de son plan d'accélération du raccordement, le gestionnaire du réseau électrique National Grid a annoncé le [raccordement anticipé de 20 GW de capacités de stockage](#) (10 GW sur le réseau de transport national, 10 GW sur les réseaux de distribution locaux gérés par l'entreprise) qui alimenteront le réseau en électricité décarboné.

Le Premier ministre souhaite une loi pour annualiser les appels d'offres pour l'octroi des permis d'exploitation d'hydrocarbures

Le Premier ministre a confirmé à l'occasion du [Discours du Trône](#) (présentation du programme législatif du gouvernement pour l'année à venir) la poursuite de l'exploration pétrolière en mer du Nord par l'annualisation des appels d'offres de l'autorité régulatrice (*North Sea Transition Authority*). C'est en pratique le Roi Charles III, par ailleurs fortement engagé dans la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité, qui a prononcé le discours, comme le veut la tradition constitutionnelle britannique. Selon les [informations relayées par les médias](#), un appel d'offres ne pourra être couvert que si deux conditions sont réunies : d'une part, si les projections prévoient que le Royaume-Uni importe un volume de pétrole et de gaz supérieur à sa production nationale, d'autre part, si les émissions de gaz à effet de serre associées à la production domestique de gaz sont inférieures à celles du gaz naturel liquéfié importé. Cette loi est supposée renforcer la sécurité énergétique du pays. Claire Coutinho, la ministre chargée de l'énergie et du climat a toutefois reconnu qu'elle n'aura pas d'effet sur la facture des ménages.

La loi relative à l'énergie (*Energy Act*) a obtenu l'assentiment royal

Discutée au Parlement depuis plusieurs mois, la loi relative à l'énergie ([Energy Act 2023](#)) a été promulguée par le Roi le 26 octobre après son adoption par le Parlement. Cette loi, décrite comme la plus ambitieuse dans le domaine de l'énergie dans l'histoire du Royaume-Uni, vise à renforcer la sécurité énergétique du pays, accélérer la transition vers la neutralité carbone et garantir des coûts maîtrisés pour le consommateur à long terme. Parmi les dispositions les plus significatives, les procédures d'appel d'offres pour la construction de nouvelles lignes de transport de l'électricité seront modernisées afin d'encourager la concurrence. Les pouvoirs de l'Ofgem sont étendus aux réseaux de chaleur et au transport et au stockage du carbone, tandis que son mandat incorpore l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Un nouveau gestionnaire des réseaux de gaz et d'électricité (*Future System Operator*) sera établi. Les fusions entre gestionnaires de réseaux seront encadrées par un nouveau régime de contrôle afin de limiter les risques pour les clients finaux. Le transport et le stockage de l'hydrogène pourront bénéficier d'aides publiques dans le cadre des nouveaux modèles d'affaire définis par la loi.

Le Roi Charles III se rendra à la COP 28

Le Roi Charles III, qui avait dû renoncer à se rendre à la COP 27 l'an dernier à la demande du gouvernement, prononcera le 1er décembre le discours d'ouverture du *World Climate Action Summit*, le segment de haut niveau de la COP 28. Le Premier Ministre a également confirmé qu'il se rendra à Dubaï, de même que Claire Coutinho, la *Secretary of State for Energy Security and Net*

Zero (ministre de plein exercice). Le *Minister of State* Graham Stuart (ministre délégué) présidera la délégation britannique tout au long de la quinzaine.

Environnement

Flash – Les cinq principes de droit de l’environnement définis par le *Environmental Principles Policy Statement* (principes d’intégration, de prévention, de précaution, de remise en état de l’environnement à la source et « pollueur-payeur ») publié en janvier dernier sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre. Ces principes devront désormais être pris en compte par les ministres lors de l’élaboration de nouvelles politiques publiques.

Le Royaume-Uni annonce un moratoire sur l’exploitation des fonds marins

Londres a annoncé le 30 octobre un moratoire britannique sur l’octroi de licences d’exploitation pour les projets miniers en haute mer par l’Autorité internationale des fonds marins (AIFM), qui impliquent l’extraction de minéraux tels que des métaux précieux, cuivre et cobalt, dans l’attente des conclusions scientifiques sur l’impact environnemental de ces activités. Même si l’appel à un « moratoire » est une nouveauté, la position du Royaume-Uni n’a pas fondamentalement changé puisqu’il s’est engagé à « *ne pas parrainer ou soutenir la délivrance de licences d’exploitation pour des projets miniers en eaux profondes en l’absence de preuves suffisantes de l’impact potentiel sur les écosystèmes des grands fonds marins et tant que l’Autorité internationale des fonds marins n’aura pas élaboré et mis en place des réglementations et des normes environnementales strictes et applicables* ». Sans soutenir une interdiction de principe de ces activités, Londres souhaite investir dans l’amélioration de la connaissance scientifique sur leur impact et a annoncé la création d’un réseau britannique « d’experts scientifiques environnementaux sur l’exploitation des fonds marins ». Ce réseau doit regrouper des acteurs scientifiques, des universités, des centres océanographiques, mais aussi de l’industrie de l’extraction.

L’extension de la zone à très faible émission de Londres fait baisser le nombre de véhicules polluants en circulation

Dans son [dernier rapport d’évaluation](#), l’autorité des transports londoniens, *Transport for London*, dresse un bilan positif de l’extension de la zone à très faibles émissions (Ultra Low Emission Zones - ULEZ) à l’ensemble du Grand Londres, entrée en vigueur le 28 août 2023. Le nombre de véhicules en circulation ne respectant pas les seuils de pollution de l’air aurait baissé de 45 % par rapport à juin 2023, alors que le taux de conformité a progressé de 4 points pour atteindre 95,3 % en septembre 2023 contre 91,6 % en juin 2023. Dans la zone où le dispositif est entré en vigueur fin août, le taux de conformité a progressé de 10 points depuis l’annonce de l’extension en mai 2022. Le maire de Londres, Sadiq Khan, s’est félicité de l’efficacité du dispositif et des progrès réalisés en matière de réduction de la pollution de l’air dans la ville.

Industrie

Flash – MBDA signe un contrat de 4 Md£ avec la Pologne pour la fourniture de 1000 missiles sol-air, qui seront développés au R-U et en Italie.

British Steel prévoit de se doter de hauts-fourneaux électriques d'ici fin 2025

British Steel (propriété du groupe chinois Jingye Group) a [annoncé](#) qu'elle prévoyait de remplacer, sur son site du Lincolnshire, ses deux hauts-fourneaux à charbon par des hauts-fourneaux électriques. Cette évolution s'accompagnera d'une restructuration qui doit supprimer jusqu'à 2000 emplois sur le site. British Steel est en discussions avec le gouvernement britannique pour un concours de 500M£ au remplacement des hauts-fourneaux (investissement total d'1,25 Md£). Pour rappel, une subvention du même montant avait été accordée à Tata Steel pour la modernisation de son site de Port Talbot. Une fois la transition des deux sites accomplie, l'ensemble de la production britannique d'acier sera issu de fourneaux électriques.

L'entreprise américaine Vishay Intertechnology acquiert le principal producteur britannique de semiconducteurs pour 177 M\$

La société américaine de fabrication de semiconducteurs Vishay Intertechnology a accepté de racheter à la société chinoise Nexperia Newport Wafer Fab, la plus grande entreprise de semiconducteurs du Royaume-Uni, pour 177 M\$. Le gouvernement britannique avait en effet donné un ordre de désinvestissement à Nexperia en novembre 2022, en raison de craintes liées à d'éventuels transferts de technologie vers la Chine—le *National Security Investment Act* permettant au gouvernement, depuis 2022, d'intervenir dans des transactions de ce type en cas de menace sur la sécurité nationale.



Transports

Flash – L'opérateur ferroviaire Avanti, coentreprise entre FirstGroup et Trenitalia, a annoncé la suppression de vingt fréquences par semaine entre Londres et Manchester. Ces réductions, dues à des pénuries de main d'œuvre, doivent durer jusqu'à la fin de l'année et se concentreront sur le samedi (où le nombre de fréquences passera de 50 à 30).

Flash – L'opérateur ferroviaire LNER a commandé au constructeur espagnol CAF 10 rames intercités destinées aux lignes reliant Londres aux villes du Nord de l'Angleterre et à Édimbourg.

Flash – La société Alstom a signé une extension de contrat de 8 ans pour un montant de 950 M€ avec la compagnie britannique CrossCountry qui opère entre le nord de l'Ecosse et la Cournouillesafin d'assurer l'entretien, la maintenance et le nettoyage d'une soixantaine de trains.

La Civil Aviation Authority annonce une augmentation de la redevance de contrôle aérien

La CAA a annoncé [qu'elle autorisait la NATS](#), entreprise fournissant les services de contrôle aérien au R-U, à porter la redevance de contrôle aérien de 47£ par vol à 64£ par vol pour la période 2023-2027. Il en résultera une augmentation moyenne du coût de la redevance de 0,43£/passager. La CAA motive sa décision par la nécessité pour NATS de « retrouver des marges de manœuvre financières » et de financer de nouveaux investissements. Airlines UK, syndicat représentant les compagnies aériennes britanniques, s'est vivement opposé à la décision, citant la faible qualité des services offerts par NATS. Pour rappel, une panne informatique avait contraint les compagnies à annuler 2000 vols durant l'été et des pénuries de personnel ont occasionné d'autres annulations de vols.

La Civil Aviation Authority autorise Virgin Atlantic à opérer un vol transatlantique avec 100% de carburant d'aviation durable

La CAA a donné [l'autorisation](#) à Virgin Atlantic pour exploiter le vol VS100, qui reliera Londres à New York le 28 novembre prochain en utilisant exclusivement du carburant d'aviation durable (SAF). Il s'agira du premier vol transatlantique opéré avec un mix 100% SAF. L'autorisation fait suite à un programme d'examens techniques menés par la CAA, qui a analysé différents aspects du vol et les résultats des essais au sol menés sur un moteur Rolls-Royce Trent 1000 analogue à ceux qui équiperont le Boeing 787 qui sera déployé sur le vol. Financée en partie par le ministère des transports, la préparation du vol a impliqué un consortium d'entreprises comprenant Boeing, Rolls-Royce et BP.

Le Roi annonce un avant-projet de loi sur la création d'une autorité organisatrice des transports ferroviaires

Charles III a annoncé, lors de son discours devant le Parlement, un avant-projet de loi sur la réforme des chemins de fer qui mettrait en place *Great British Railways*, une autorité organisatrice des

transports ferroviaires pour l'ensemble du Royaume-Uni. Le texte fera l'objet de consultations et de travaux en commissions, et n'entrera donc pas dans la phase législative avant les élections générales de l'an prochain. Cette réforme est attendue depuis la publication du Plan for Rail en 2021 et, si les acteurs du secteur ferroviaire saluent un pas dans la bonne direction, ils s'inquiètent de son délai d'adoption et du peu de précisions sur la forme que prendra *Great British Railways* et sur l'étendue de ses prérogatives. Selon le Gouvernement, il s'agira d'une autorité indépendante qui prendrait notamment en charge la gestion de l'infrastructure ferroviaire et la passation d'appels d'offres pour l'exploitation des liaisons ferroviaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international